

Communauté de l'Agglomération Montargoise Et des Rives du Loing (A.M.E.)

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement non collectif

Exercice 2015

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007.
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Table des matières

1. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE	2
1.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI.....	2
1.2. MODE DE GESTION DU SERVICE	2
1.3. ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE (D301.0).....	3
1.4. INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (D302.0).....	3
2. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE	4
2.1. MODALITES DE TARIFICATION	4
2.2. RECETTES	5
3. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	6
3.1. TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (P301.3).....	6
4. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS.....	8
4.1. MONTANTS FINANCIERS DES TRAVAUX REALISES	8
4.2. PRESENTATION DES PROJETS A L'ETUDE EN VUE D'AMELIORER LA QUALITE DU SERVICE A L'USAGER ET LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU SERVICE	8

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau communal
 intercommunal

- **Nom de la collectivité** : Communauté de l'Agglomération Montargoise Et des Rives du Loing (A.M.E.)
- **Caractéristiques** (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- **Compétences liée au service**
 - Contrôle des installations Traitement des matières de vidanges
 - Entretien des installations Réhabilitation des installations Réalisation des installations
- **Territoire desservi** (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : AMILLY, CEPOY, CHALETTE-SUR-LOING, CHEVILLON-SUR-HUILLARD, CONFLANS-SUR-LOING, CORQUILLEROY, LOMBREUIL, MONTARGIS, MORMANT-SUR-VERNISSON, PANNES, PAUCOURT, SAINT-MAURICE-SUR-FESSARD, SOLTERRE, VILLEMANDEUR, VIMORY
- **Existence d'une CCSPL** Oui Non
- **Existence d'un zonage** Oui, date d'approbation : 30/05/2013. Non
- **Existence d'un règlement de service** Oui, date d'approbation : 28 novembre 2013.. Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en régie
 régie avec prestataire de service
 régie intéressée
 gérance
 délégation de service public : affermage
 délégation de service public : concession

Nature du contrat :

- Nom du prestataire : Lyonnaise des Eaux France
- Date de début de contrat : 01/03/2007
- Date de fin de contrat initial : 31/07/2017
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 31/07/2017
- Nombre d'avenants et nature des avenants :
 - Avenant 1 : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'entretien et la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif
 - Avenant 2 : missions supplémentaires confiées au délégataire (inspection caméra des réseaux d'assainissement pour les programmes de voirie, validation des plans de récolement des cabinets de géomètre, contre visites de contrôle des branchements.
 - Avenant 3 : modification du périmètre de l'affermage avec l'intégration de 5 commune supplémentaires au 1^{er} janvier 2013.
 - Avenant 4 : définition des conditions de réalisation des missions de contrôle, d'entretien et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif confiées au délégataires
 - Avenant 5 : intégration de nouvelles missions d'autosurveillance aux prestations déjà confiées au délégataire.
 - Avenant 6 : avenant de clôture du contrat de délégation de service public

1.3. Estimation de la population desservie (D301.0)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.

Le service public d'assainissement non collectif dessert 4 400 habitants, pour un nombre total d'habitants résidents sur le territoire du service de 63 500.

Le taux de couverture de l'assainissement non collectif (population desservie rapporté à la population totale du territoire couvert par le service) est de 6,93 % au 31/12/2015. (6,97 % au 31/12/2014).

1.4. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.

Attention : le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.

		Exercice 2014	Exercice 2015
A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	Oui	Oui
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	Oui	Oui
30	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	Oui	Oui
30	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	Oui	Oui
B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
10	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	Oui	Oui
20	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	Non	Non
10	Le service assure le traitement des matières de vidange	Oui	Oui

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif du service pour l'année 2015 est de 120 (120 en 2014).

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les compétences obligatoires du service (contrôle de la conception, de l'implantation, de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations) et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les compétences qu'il peut exercer – s'il le souhaite – à la demande des propriétaires (entretien, réalisation ou réhabilitation des installations, traitement des matières de vidange) :

- la part représentative des compétences obligatoires est calculée en fonction de critères définis par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ; la tarification peut soit tenir compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations, soit être forfaitaire ou dépendre des volumes d'eau potable consommés ;
- la part représentative des prestations facultatives n'est due qu'en cas de recours au service par l'utilisateur ; la tarification doit impérativement tenir compte de la nature des prestations assurées.

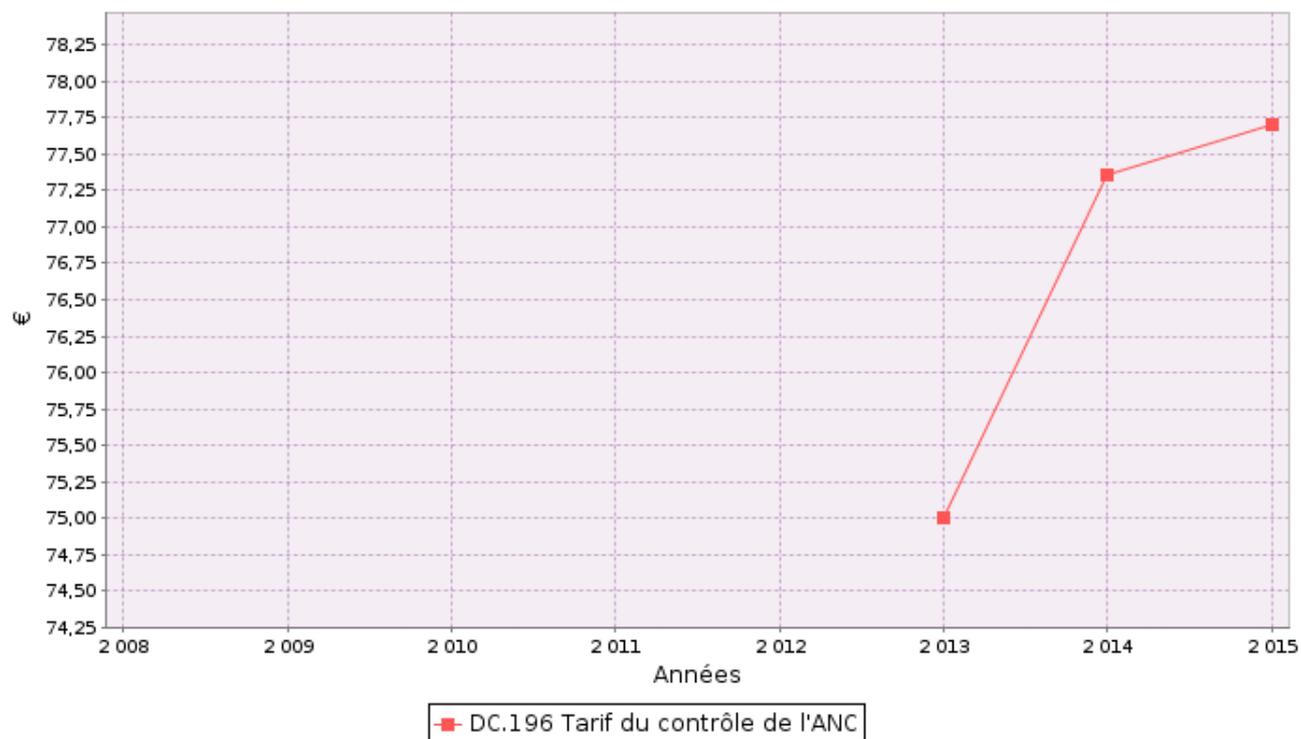
Les tarifs applicables aux 01/01/2015 et 01/01/2016 sont les suivants :

Tarifs	Au 01/01/2015	Au 01/01/2016
Compétences obligatoires		
Tarif du contrôle des installations neuves en €	327,27	
Tarif du contrôle des installations existantes en €	77.36	77.7
Tarifs des autres prestations aux abonnés en €	200*	200*
Compétences facultatives		
Tarifs en € de la vidange de dispositif d'assainissement	98.00	98.29

*Tarif sur la base de l'avenant n°4 de la DSP en date du 4 avril 2013

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

Délibération n°09-113 du 18 mai 2009 effective à compter du 04 juin 2009 fixant les conditions dans lesquelles l'AME confie au fermier des missions ayant pour objet le contrôle, l'entretien et la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.



2.2. Recettes

	Exercice 2014			Exercice 2015		
	Collectivité	Déléataire (le cas échéant)	Total	Collectivité	Déléataire (le cas échéant)	Total
Facturation du service obligatoire en € HT	0		—			0
Facturation du service facultatif en € HT	7330			3769,48		
Autres prestations auprès des abonnés en € HT		11 500 €*			11 500€ *	
Contribution exceptionnelle du budget général en € HT						
Autre en € :	0					

*Tarif sur la base de l'avenant n°4 de la DSP en date du 4 avril 2013

3. Indicateurs de performance

3.1. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

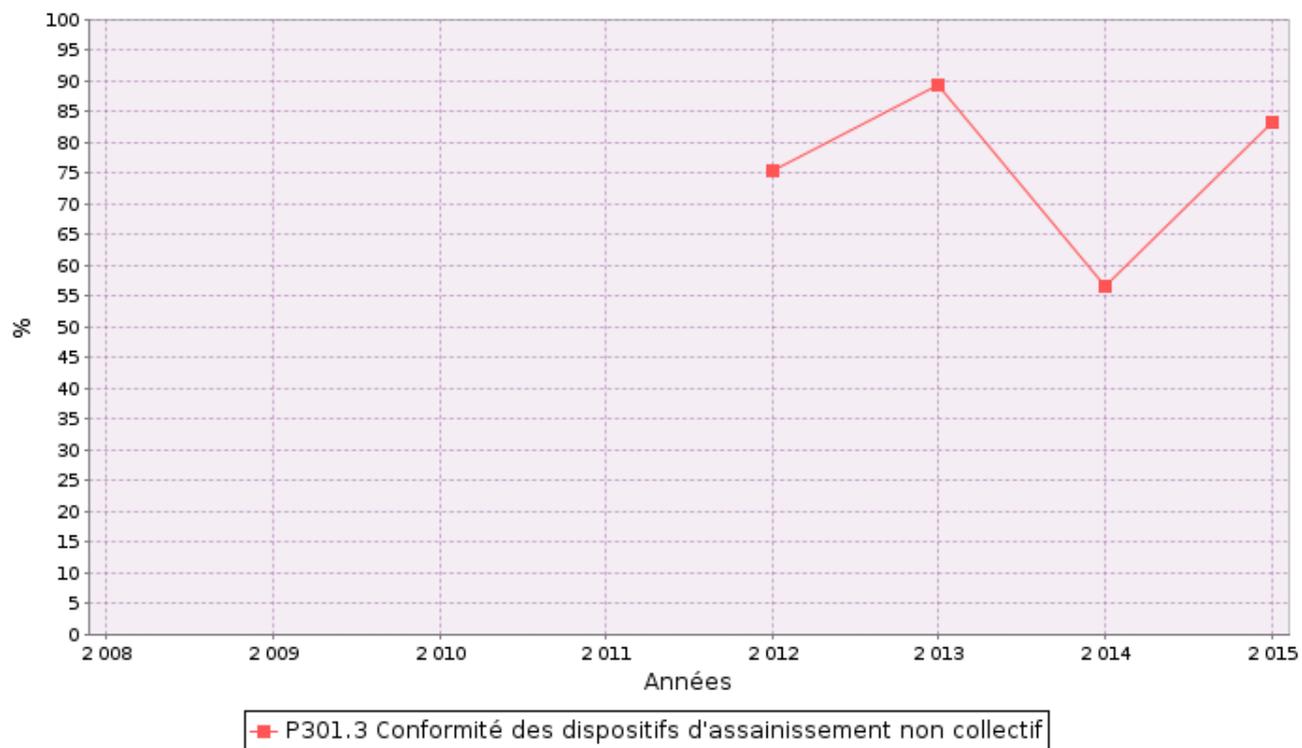
- d'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service **depuis la création du service jusqu'au 31/12/N**,
- d'autre part le nombre total d'installations contrôlées **depuis la création du service jusqu'au 31/12/N**.

Attention : cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100.

$$\text{taux de conformité des dispositifs d'assainissement collectif} = \frac{\text{nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité}}{\text{nombre total d'installations contrôlées}} * 100$$

	Exercice 2014	Exercice 2015
Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité	152	485
Nombre d'installations contrôlées depuis la création du service	822	1 002*
Autres installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement	312	349
Taux de conformité en %	56,4	83,2

(*)



4. Financement des investissements

4.1. Montants financiers des travaux réalisés

Le montant total des travaux réalisés durant l'exercice budgétaire 2015 est de 3 769,48 € HT.

4.2. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service

Projets à l'étude	Montants prévisionnels des travaux en €
Néant	
Néant	